

SITUATION SÉCURITAIRE

Ce qui a changé dans le terrorisme Algérie

L'intrusion directe d'Al-Qaïda, la semaine dernière, contre l'Algérie à travers le discours enregistré d'Abou Yahia Al-Libi, est venue confirmer la mutation qui s'est opérée dans la sphère terroriste dans le pays et dont les balbutiements remontent à septembre 2006, quand le GSPC s'est affilié, organiquement et officiellement, à l'organisation de Ben Laden.

Jusque-là, les différentes et rares sorties d'Al-Qaïda, en direction de l'Algérie, avaient été le fait de Zawahiri et se limitaient à de petits passages dans des discours orientés vers d'autres objectifs ne concernant pas le pays.

L'élément nouveau dans l'évolution d'Al-Qaïda, depuis son implantation en Algérie, est que pour la première fois, elle s'est elle-même, et non sa filiale criminelle qui la représente dans le pays et prétendument dans tout le Maghreb, autorisée à intervenir pour tracer carrément ce qui s'apparente à une «feuille de route» où elle fixe ses priorités.

L'on comprend que jusque-là, elle a laissé toutes les initiatives à la discrétion de sa filiale en attendant de faire ses preuves dont elle s'est montrée plus que satisfaite à travers les éloges sans limites adressés à Droukdel et auxquels n'a jamais eu droit avant lui aucun dirigeant local d'Al-Qaïda si ce n'est après la mort, comme ce fut le cas de Zerqaoui en Irak.

En mettant tout son poids pour battre clairement et très explicitement le rappel des troupes à l'échelle de tout le Maghreb et des pays subsahariens afin de renforcer sa filiale en Algérie, elle sait qu'elle sera entendue par ses partisans ou, à tout le moins, qu'elle a déjà réuni les conditions pour que cette «mobilisation générale» ne soit pas un appel dans le vide. Sous cet angle, il se perçoit que le terrorisme qu'a eu à subir le pays a été une simple première étape à partir de laquelle le «vrai djihad» qui ne reconnaît ni les frontières, ni les nationalités, ni les origines va enfin commencer.

Désormais, et à dater très précisément de la diffusion du discours d'Abou Yahia Al-Libi de la semaine dernière, il y a lieu de noter que le terrorisme en Algérie n'est plus le même que celui qui a prévalu jusque-là.

Indépendamment du mode opératoire dont Droukdel a vite fait de donner un avant-goût, dès son allégeance à Al-Qaïda, c'est que ce même Yahia Al-Libi, que certains voient déjà comme le probable successeur de Ben Laden à la tête d'Al-Qaïda, s'il n'est en réalité qu'un terroriste, comme les autres, a pris sur lui (ou a été désigné) de veiller personnellement à la poursuite de la stratégie criminelle de son organisation en Algérie.

Etant devenu lui-même le premier maghrébin à accéder dans le cercle très étroit des principaux dirigeants d'Al-Qaïda, il semble qu'il lui a été dévolu de suivre de très près l'évolution de son aile maghrébine. Il a déjà eu à intervenir par deux fois en 2007 et 2008, mais à travers des écrits et non pas un discours solennel comme la semaine dernière, même s'il ne reste au fond qu'un prêche aux allures martiales. D'abord pour y apporter sa bénédiction aux attentats-suicides et, en suite, pour prendre la défense d'Al-Qaïda au Maghreb contre ceux qui se sont élevés au Moyen-Orient contre sa présence et son action en Algérie.

Mais, étant le seul à avoir fait des études théologiques (par rapport à Ben Laden qui est ingénieur de formation et Zawahiri médecin), il s'est également construit une rhétorique doublée d'un verbe facile, dans une langue parfois recherchée et même châtiée à même de faire des ravages dans les esprits mal préparés qui auraient à écouter ses enregistrements, qui se comptent déjà par dizaines depuis son évasion en 2005 d'une prison américaine en Afghanistan.

Il va falloir s'attendre, désormais, à d'autres sorties de sa part en faveur du terrorisme en Algérie, comme il l'a déjà fait pour la Somalie où peut être mesurée la situation entre la période des «tribunaux islamiques» qui n'étaient pas affiliés organiquement à Al-Qaïda et celle d'aujourd'hui avec «Harakat shabah» qui lui est liée. Autrement dit, le contre-terrorisme en Algérie, en plus des moyens militaires et policiers dont il dispose pour réduire les maquis, a, aussi, à faire face à la vénénosité d'une éminence intellectuelle et spirituelle qui ne manquera pas de faire des petits. Et ce ne sont pas les contre-fetwas des oulémas classiques qui pèseront d'un poids décisif pour la contrer.

Encore une fois, la solution demeure dans la solidarité des convictions républicaines, patriotiques et démocratiques qui ont été à l'origine de la victoire sur le GIA. Se faire l'illusion qu'Al-Qaïda au Maghreb pourrait être vaincue sans ce passage obligé serait mortel pour l'Algérie.

Mohamed Issami

FAOUZI LAMDAOUI, DEUXIÈME ADJOINT AU MAIRE D'ARGENTEUIL :

«La vérité sur la mort de Ali Ziri devra être faite»

Faouzi Lamdaoui, deuxième adjoint au maire d'Argenteuil et vice-président de l'agglomération d'Argenteuil, nous a fait part de son sentiment sur la mort suspecte de Ali Ziri le 9 juin dernier.

Entretien réalisé par Khadidja Baba-Ahmed

Le Soir d'Algérie : Ali Ziri, retraité algérien qui vit à Argenteuil depuis près de cinquante ans, la ville dont vous êtes le maire-adjoint, a trouvé la mort le 9 juin dernier après s'être fait tabasser par la police de votre ville. Où en est-on dans l'élucidation de cette triste affaire, qui touche un homme de 69 ans qui ne se serait jamais particulièrement fait remarquer par la police ?

Faouzi Lamdaoui : Avant de répondre à votre question, je saisis cette occasion pour présenter mes condoléances les plus sincères à la famille du défunt. Pour l'instant, les policiers en cause bénéficient de la présomption d'innocence. Toutefois, s'il est prouvé qu'ils sont coupables, la loi devra être appliquée dans toute sa rigueur. J'ouvre une parenthèse pour vous rappeler que la municipalité d'Argenteuil n'a aucune autorité sur la police nationale qui dépend du préfet du Val-d'Oise et in fine du ministère de l'Intérieur.

Evidemment, cela ne m'empêche pas de demander que toute la lumière soit faite sur ce drame humain. D'après le conducteur du véhicule et témoin principal, il y a eu des coups et des insultes.

Cependant, je pense qu'il ne faut pas se précipiter et attendre la fin des enquêtes pour situer les responsabilités et entamer des actions concrètes s'il y a lieu. Il ne s'agit pas de jeter systématiquement la pierre à toute la police qui reste républicaine dans sa majorité. Malgré la pression qu'ils subissent et des conditions de travail difficiles, la plupart des policiers s'efforcent de faire leur travail dans les règles.

D'après ses proches, Ali Ziri n'avait aucun antécédent en 40 ans de présence en France. Ils le

décrivent comme «un homme très apprécié pour son humour et sa sympathie, un retraité, tout ce qu'il y a de plus tranquille». Personnellement, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que justice soit faite. J'ai toujours dénoncé les bavures lorsqu'elles sont durement établies, il y va de la sécurité de nos concitoyens, quelle que soit leur origine.

Saisi, le parquet de Cergy-Pontoise répond qu'il n'y a pas lieu de donner suite à cette affaire car il n'y aurait pas de suspicion de bavure. Est-ce l'impunité pour des policiers à qui la hiérarchie fixe des quotas d'arrestations et autres opérations dites de «sécurité» ?

Le procureur adjoint du parquet de Cergy-Pontoise a effectivement écarté toute bavure. Personnellement, je pense qu'il faut être prudent et, encore une fois, attendre la conclusion des enquêtes.

Des informations contradictoires circulent sur l'état d'ébriété du défunt, sur la cause de sa mort, sur les insultes racistes... il n'y a que les enquêtes, les expertises et les contre-expertises qui peuvent le déterminer. Il faut rester serein et faire confiance à la justice. Au-delà des déclarations, peut-être trop hâtives du parquet, l'affaire doit suivre son cours pour que toute la vérité soit établie, toute la vérité.

Il est vrai que depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, la police est sous tension. On exige des policiers une certaine «productivité» : chaque policier doit présenter, tous les jours, à ses supérieurs un quota de contraventions, d'interpellations, de mises en garde à vue. Comme vous le savez, Sarkozy a fait de la sécurité son cheval de bataille.

La police est chargée de faire une démonstration de force permanente pour montrer que le

gouvernement est puissant, inébranlable, implacable. Ce dernier entretient plus que jamais la peur de l'uniforme et la terreur de la matraque.

Il s'agit bien d'une action d'intimidation psychologique à grande échelle pour instaurer une société de contrôle et de surveillance, pour rappeler à chaque citoyen que le gouvernement voit tout, entend tout, réprime tout, les vraies fautes et les faux délits. C'est cette politique qui est à l'origine de la multiplication des bavures ces dernières années.

La ville d'Argenteuil est à forte concentration d'immigrés. Comment est vécu ce triste événement par la population et, plus généralement, que faites-vous à votre niveau en tant qu'élus socialiste, pour faire que «Argenteuil ville citoyenne» ne soit pas un slogan vide de sens et que la citoyenneté ne soit pas valable juste pour quelques-uns ?

C'est avec consternation et tristesse que la nouvelle a été accueillie. Les témoignages que j'ai pu recueillir sur Ali Ziri le décrivent unanimement comme un homme chaleureux et généreux.

Les habitants d'Argenteuil en général et les membres de la communauté algérienne en particulier sont sous le choc. Partout en France, la question de la citoyenneté est malmenée depuis l'arrivée de Sarkozy aux commandes. Les populations des quartiers à forte concentration d'immigrés sont malheureusement de plus en plus stigmatisées et discriminées. C'est un véritable retour en arrière. Depuis la victoire de la gauche à Argenteuil, en mars 2008, nous nous efforçons de promouvoir le bien-vivre ensemble. Dans ce domaine comme dans d'autres, il reste beaucoup de choses à faire. La municipalité n'est qu'un acteur et n'a pas toutes les cartes en main. Toutefois, cela ne l'empêche pas de remplir son contrat en matière d'égalité et de citoyenneté. Croyez-moi, dans

les conditions actuelles, c'est un vrai challenge !

Comment ont réagi les représentants consulaires algériens à cette affaire ? Etes-vous en relation avec ces autorités ?

Oui, je suis en relation avec les autorités consulaires algériennes dans le cadre de mes responsabilités. Ce que je peux vous dire, c'est que le consul algérien à Pontoise, M. Tayeb Khoudimi, suit cette affaire avec une attention particulière. Néanmoins, il ne compte se prononcer qu'à l'issue des enquêtes en cours. C'est logique dans la mesure où on ne va pas travailler sur des hypothèses et encore moins sur des suppositions. Dans le cas où une quelconque bavure serait confirmée, je ne doute pas que le consul prendra ses responsabilités et se constituera partie civile.

Vous êtes d'origine algérienne : en tant que maire-adjoint chargé des relations internationales et des jumelages, avez-vous, depuis votre installation à ce poste de responsabilité, procédé à des jumelages avec une ville algérienne ? Si oui, laquelle et qu'avez-vous entrepris avec cette ville ?

Il y a effectivement des dossiers de jumelage en cours de préparation avec des pays du Maghreb. Nous sommes aux affaires depuis seulement une année, et c'est trop court pour boucler ce genre d'actions, surtout qu'on doit les mener en concertation avec d'autres organismes et avec les villes éligibles. En ce qui concerne l'Algérie, l'idéal pour nous serait de mettre en place un jumelage avec une ville qui possède une grande communauté installée à Argenteuil. Je ne peux pas pour l'instant vous communiquer le nom d'une ville précise, car cela est à l'étude. Néanmoins, j'ai bon espoir qu'un jumelage verra le jour dans les prochains mois.

K. B.-A.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE

Son usage est en nette augmentation en Algérie

Environ 60% des personnes impliquées dans le trafic de drogue, en Algérie ont moins de 35 ans, a déclaré, hier à Sétif, M. Salah Abdennouri, directeur des études, d'analyse et d'évaluation à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (l'ONCDT).

Lors de son intervention à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la drogue, tenue hier au niveau de la maison de la culture de Sétif, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya et du directeur général de l'ONCDT, M. Abdennouri a affirmé que la situation actuelle du phénomène de la drogue en Algérie constitue «un véritable danger» et connaît «une évolution rapide», avant de souligner que notre pays «est un grand espace ciblé par les réseaux de trafic de drogue pour diverses raisons».

De pays de transit, l'Algérie est devenu, ces dernières années, «un pays consommateur» de drogue en particulier de cannabis et de psychotropes, a-t-il ajouté.

Rappelant que le Maroc est le plus grand pays producteur de cannabis dans le monde avec 60% de la production mondiale, le responsable de l'ONCDT a indiqué que «la production marocaine de cannabis passe par l'Algérie en direction de l'Europe et du Moyen-Orient, via la Tunisie et la Libye, ou via les principaux ports algériens. Le Maroc inonde notre pays de plus de 75% de la drogue saisie», a indiqué M. Abdennouri, soulignant que «le trafic de drogue dans le monde rapporte 800 milliards de dollars». Pour étayer son

propos, il fournira des chiffres concernant la consommation et la circulation des drogues en Algérie. «80% de la drogue provient de nos frontières ouest. Une autre brèche est ouverte au Sud, plus précisément à Tamanrasset, d'où transite 15% de la drogue provenant de certains pays africains».

Il précisera que l'organisme auquel il appartient reçoit des rapports des différentes institutions, notamment sécuritaires, impliquées dans la lutte contre ce fléau. Ainsi, l'orateur affirmera que les saisies de cannabis en Algérie, qui ont dépassé les 46 tonnes au premier semestre 2009, pourraient atteindre 60 tonnes fin 2009. Pour bien marquer la gravité de la situation, ce responsable a traduit cette quantité à «46 000 000 doses de 1 g».

Bien évidemment, cette donnée ne concerne que les quantités saisies. On ignore tout sur celles qui auront échappé aux mailles de la police, de la gendarmerie et des services des douanes.

Selon un expert de la brigade des stupéfiants de la Sûreté de Sétif, après chaque saisie, quelle que soit son importance, les narcotrafiquants installés des deux côtés de la frontière algéro-marocaine doublent la quantité acheminée vers le territoire national pour récupérer les sommes perdues dans la précédente saisie. Ce qui explique les chiffres de plus en plus effarants des saisies opérées depuis le début de l'année en cours.

De son côté, le directeur général de l'ONLCDDT, M. Abdelmalek Sayeh, a estimé que «le trafic de drogue via l'Algérie constitue un véritable danger qui a entraîné à l'augmentation de la consommation au niveau local». M. Sayeh a mis

l'accent sur «les efforts considérables» déployés par l'Algérie en matière de lutte contre le trafic de drogue à travers la mobilisation des moyens de prévention, les structures médicales de désintoxication et un arsenal juridique pour la répression de ce phénomène.

A cet effet, et pour avoir une idée précise sur le taux national de consommation de drogue, l'ONLCDDT vient de lancer une enquête nationale ciblant 45 000 jeunes. Selon M. Sayeh l'Etat va créer 53 centres d'écoute et 15 centres de désintoxication et une enveloppe de l'ordre de 5 milliards de dinars a été allouée dans ce sens.

Le directeur général de l'ONLCDDT a aussi insisté sur l'application stricte de la loi 04-18 du 25 décembre 2004, relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de drogues et de substances psychotropes.

Plusieurs autres communications, aussi importantes les unes que les autres, ont été au menu de cette journée, comme le programme de lutte contre la toxicomanie, présenté par le ministère de la Santé et de la Population, ou la répression de l'usage et du trafic de drogue dans la wilaya de Sétif présentée conjointement par la Sûreté de Sétif, le groupement de la Gendarmerie nationale et la Direction régionale des douanes.

La dernière intervention, au programme de cette journée, a été présentée par M. Kamel Bouzidi, professeur à la faculté de la chariaa de l'Université d'Alger.

Elle est intitulée «la consommation de la drogue du point de vue de la religion islamique».

Imed Sellami